

L'Italie rend l'injection obligatoire pour les plus de 50 ans

VALÉRIE SEGOND

ROME
EMMANUEL MACRON veut «*emmerder les non-vaccinés*»? Mario Draghi l'a fait, une première en Europe. La vie des non-vaccinés va devenir très compliquée en Italie. Au terme d'un compromis après trois heures de débats houleux au sein de la majorité, le Conseil des ministres a approuvé la vaccination anti-Covid obligatoire pour tous les résidents de plus de 50 ans. Ceux qui travaillent devront présenter à leur employeur dès le 15 février un «green pass renforcé» (GPR) attestant d'une guérison datant de moins de six mois ou d'une vaccination complète, y compris le rappel six mois au plus après la deuxième dose. L'obligation, passible de sanctions pécuniaires jusqu'à 1500 euros pour les contrevenants, est valable jusqu'au 15 juin.

Une mesure qui vient s'ajouter à l'obligation d'être vacciné ou guéri, et ce à tout âge, déjà imposée à une population très étendue: d'abord aux métiers au contact

avec le public, comme le personnel soignant y compris dans les Ehpad, le personnel scolaire, l'armée et les forces de l'ordre, les magistrats et avocats, et désormais le personnel universitaire. Puis, à partir du lundi 10 janvier, à tous ceux qui veulent prendre un transport public, local ou longue distance, aller au restaurant, au cinéma, au théâtre, au musée, à la piscine, à la salle de sport, à un mariage, un congrès, une foire, etc. Et ce n'est pas tout: à compter du 1^{er} février, les non-vaccinés de tout âge devront présenter un test négatif pour aller chez le coiffeur mais aussi à la banque, la Poste, dans les services publics et dans les commerces non essentiels. En clair, si la liste doit encore être précisée, sans test ils ne pourront en principe plus que se rendre chez l'épicier, à la pharmacie, au kiosque à journaux et au bureau de tabac. Leur espace vital a été réduit au strict minimum.

« Un compromis politique »

Ce tour de vis supplémentaire a été décidé pour faire face à la brutale aggravation de la situation tout en évitant à tout prix un nouveau confinement, qui il y a deux ans avait saigné la péninsule. Alors que mardi l'Italie enregistrait 190 000 cas positifs, soit 17,3% des tests réalisés, et 810 000 nouveaux cas en une semaine, le pays compte aujourd'hui 1,2 million de person-

nes contaminées. Mario Draghi dit vouloir «*freiner la croissance de la contagion et protéger les catégories les plus à risque d'hospitalisation*», les deux tiers des personnes en soins intensifs étant non vaccinées. Et par là, protéger le système hospitalier qui dans certaines zones, comme à Naples, est déjà au bord du *breakdown*. Si les Italiens se sont très largement fait vacciner, il reste 2,3 millions de plus de 50 ans non immunisés (sur 27 millions), et 5,5 millions tous âges confondus. Parmi ceux qui ont reçu deux doses, nombreux sont ceux qui tardent à demander le rappel en pariant sur un virus Omicron contagieux mais inoffensif.

Mais alors que l'aggravation de l'épidémie est perceptible depuis plusieurs semaines, Nino Cartabellotta, président de la Fondation Gimbe (qui promeut la diffusion des preuves scientifiques) juge ces mesures «*insuffisantes et tardives*», résultant davantage «*d'un compromis politique que d'une stratégie courageuse de lutte contre la pandémie*». On «*court après le virus*» et «*la vague de contagions risque de conduire à la défaillance*

de l'hôpital et au verrouillage de facto du pays», redoute-t-il. Alors que les premiers contrôles de l'obligation vaccinale ne commenceront pas avant le 1^{er} février, le pic des contagions, entre 400 000 et 500 000 cas par jour, devrait arriver entre les 15 et 20 janvier selon l'Institute for Health Metrics and Evaluation (IHME) à Washington, financé par la Fondation Gates. Qui estime que les décès, plus de 200 par jour aujourd'hui, pourraient toucher entre 340 et 580 personnes par jour d'ici à la mi-février. ■



Peso:16%